



**Où en sommes-nous dans la lutte contre les médicaments de qualité inférieure et falsifiés dans les pays d’Afrique francophone ? Comment mobiliser les gouvernements et les acteurs nationaux autour de cette question importante ?**

**Webinaire, 1er décembre 2022**

**10h00-13h00 (heure d’Europe centrale)**

**Join Zoom Meeting**

<https://ltg.zoom.us/j/81506865916?pwd=QWpubUFpMTIxQkJKGUDVXRnIIR1RoUT09>

**Meeting ID: 815 0686 5916**

**Passcode: 086780**

La lutte contre les médicaments de qualité inférieure ou falsifiés (QIF) est au cœur des préoccupations de l’Union Africaine qui met en œuvre avec l’OMS depuis 2009 un projet d’harmonisation des réglementations en étroite collaboration avec les Communautés Economiques Régionales (CERs) et les Autorités Nationales de Réglementation (ANRs) et qui plus récemment a décidé de créer une Agence du Médicament Africaine qui verra le jour très prochainement au Rwanda.

L’OMS, à travers son mécanisme global de surveillance, accompagne les pays dans cette lutte en leur proposant une stratégie visant à améliorer la prévention, la détection et la réponse à ce phénomène qui érode la confiance des populations dans les systèmes de santé, augmente le risque de développement de résistances et peut aussi dans certains cas impacter directement les patients par des traitements non efficaces voire toxiques, mais aussi économiquement. Même si la présence de médicaments de qualité inférieure ou falsifiés est insuffisamment documentée, l’OMS à travers une étude de l’impact socioéconomique et sur la santé publique des produits médicaux de qualité inférieure et falsifiés en 2020 a montré qu’en moyenne, 10,5% des échantillons prélevés dans les pays à faible et moyens revenus n’étaient pas conformes. La dernière alerte de l’OMS sur des produits pédiatriques contaminés ayant tué plus de 60 enfants en Gambie nous rappelle aussi que le contexte du COVID-19 a probablement augmenté la pénétration des marchés par des produits de qualité inférieure et falsifiés et qu’il y a donc urgence à agir.

Les pays d’Afrique francophone peinent à documenter la situation et à trouver les solutions adéquates pour prévenir et résoudre ce problème dans le secteur formel mais aussi à faire disparaître ces produits dans les marchés informels. Les autorités nationales de réglementation et leurs laboratoires de contrôle de qualité ne sont pas encore à un niveau de maturité suffisant pour détecter les produits QIF et investiguer et gérer correctement les incidents rapportés. Les chaînes d’approvisionnement sont toujours extrêmement fragmentées et souvent peu sécurisées et sont donc autant de portes d’entrée possibles pour des produits QIF. La coordination entre les différents acteurs nationaux impliqués dans cette lutte n’est souvent pas optimum entre les ANRs, les grands acteurs de la chaîne d’approvisionnement, les douanes, la police et la justice. Les mesures administratives et légales proposées dans les pays pour sanctionner ceux qui alimentent les pays en produits QIF sont souvent faibles ou pas appliquées ne représentant donc pas une menace suffisante pour ces acteurs.

Toutefois, des initiatives existent qui sont de bons exemples qui pourraient inspirer les autres pays et encourager des collaborations entre les pays. Durant ce webinaire, nous pourrions entendre plus d'information sur ces initiatives et ensemble, identifier quelques messages clefs à relayer aux autorités nationales ou à travers les instances régionales ou internationales pour faire évoluer la situation dans les pays francophones sans oublier de voir comment la société civile pourrait jouer un rôle.

## **Agenda**

### **1- Introduction du webinaire et des participants (5min)**

Raffaella Ravinetto, Institut de Médecine Tropicale, Anvers  
Anselme Mubeneshayi Kananga, Because Health

### **2- Présentation des objectifs du webinaire et des intervenants (3 min)**

Cécile Macé, Consultante pour l'Institut de Médecine Tropicale, Anvers

### **3- De quelles données disposons-nous sur la présence de produits de qualité inférieure et falsifiés et de son impact en Afrique francophone ? (15 min)**

Jean-Baptiste Nikiema, Représentant de l'OMS AFRO

### **4- Quelles sont les activités mises en place au niveau de la CEDEAO pour lutter contre les médicaments de qualité inférieure et falsifiés ? (15 min)**

Serigne Omar Sarr, Université de Dakar Cheikh Anta Diop, Laboratoire National de Contrôle des Médicaments, représentant du forum africain sur la qualité des médicaments (AMRH-TC)

### **5- Comment un partenariat universitaire peut appuyer le pays/le continent dans la détection de produits QIF ? Le cas des Universités de Kinshasa et Liège (15 min)**

Patient Ciza, Université de Kinshasa  
Roland Marini, Université de Liège

### **6- Qu'est-ce que le Secrétariat EPN met en place face à ce problème ? (15 min)**

Richard Neci Cizungu, Secrétariat EPN

### **7- Comment l'OMS accompagne les pays dans le renforcement des capacités des acteurs nationaux ? (15 min)**

Pernette Bourdillon Esteve, Représentante de l'OMS, Equipe Incidents et Produits QIF

### **8- Discussion et échanges avec les participants (60min)**

Identification de messages clefs à l'attention des autorités nationales et des instances régionales et internationales concernant la situation dans les pays francophones